

L'exception française ?

En France on met souvent en avant avec fierté « *l'exception française* ». Cette exception se cristallise autour de la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen* adoptée le 26 août 1789, dans la lignée de l'esprit des Lumières, ce qui nous permet de nous proclamer Patrie des droits de l'homme. On peut en être fier en soi car cette déclaration porte en elle-même des valeurs universelles lesquelles seront reprises dans la Déclaration Universelle des droits de l'homme de 1948. Il faut toutefois rappeler que le préambule de la Déclaration d'Indépendance des États-Unis de 1776 mentionnait déjà certains droits inaliénables mais qu'il était inspiré par les travaux des philosophes des Lumières européens. Rédigée par des hommes, il faudra du temps pour que certains droits s'étendent aux femmes comme le proposait, en 1791, Olympe de Gouges laquelle fut guillotinée en 1793 pour avoir dénoncé la montée en puissance de la dictature montagnarde. Enfin, comme tout ne commence pas à la Révolution, il faut rappeler qu'il y a une autre source à l'exception française, plus ancienne, qui est le culte de l'État avec le colbertisme (de droite) qui sera remplacé par le jacobinisme (de gauche).

Il ne peut y avoir de droits que si on accomplit ses devoirs. Aujourd'hui on détourne l'esprit de cette Déclaration des droits de l'homme et du citoyen pour revendiquer bien fort des « *droits à* » de toutes sortes sous forme d'obligations de résultats, de services rendus, mais on évoque fort peu les devoirs alors que très tôt les Révolutionnaires s'en sont préoccupés ce qui fait que la mouture de 1795 de cette déclaration s'intitulera *La Déclaration des droits et des devoirs de l'homme et du citoyen*. Ces grands principes sont résumés dans la devise qui orne le fronton de nos mairies : Liberté Égalité Fraternité, devise qui a contribué au rayonnement de la République française. En 1900 ce rayonnement n'était pas dû qu'aux nobles valeurs portées par la République, mais aussi à sa culture, à sa langue, à ses savants, à son esprit d'entreprise, au génie de son peuple fier de son pays. Cela s'est traduit concrètement par la visite de 60 millions de personnes pendant 6 mois à l'Exposition Universelle de cette année 1900, alors que nous n'étions que 40 millions en Métropole.

Désormais, trop souvent, l'exception française sert d'excuse pour refuser toute évolution. Depuis un siècle, le monde a énormément changé et les esprits aussi. La France ne tient plus la place qu'elle avait à cette époque. Tout d'abord après la Première Guerre mondiale qui a ruiné les puissances européennes et entraîné la Seconde Guerre mondiale, comme une guerre civile européenne de Trente ans, les États-Unis ont pris le leadership et l'ont gardé jusqu'à aujourd'hui. Mais dans le monde multipolaire d'après la chute du mur de Berlin, d'autres puissances émergent, le Brésil, la Russie, l'Inde et surtout la Chine qui veut retrouver la première place qu'elle avait, il y a plus de deux siècles. Alors comment peut se situer la France ? Elle ne pourra jouer un rôle d'importance que dans le cadre de l'Europe, une Europe réunie non pas seulement autour du marché mais sur un projet politique commun respectant les Nations qui la compose, avec leur diversité mais aussi avec la richesse que cela représente. La France peut en être le moteur à condition de le vouloir, de le faire accepter en effectuant les réformes indispensables pour redynamiser sa société. Sa situation actuelle ne le permet pas, aussi fait-elle exception par rapport aux pays qui ont eu le courage de se réformer pour enrayer la croissance de leur dette et limiter le chômage. Un sursaut est nécessaire pour ne pas donner raison aux oiseaux de mauvais augure qui considèrent que la décadence est inéluctable, qui l'acceptent et se rangent donc implicitement sous la bannière étoilée comme s'ils lui ajoutaient une 52^{ème} étoile. Ce n'est pas parce que d'autres pays européens sont tentés de le faire que nous sommes condamnés à suivre systématiquement les Américains, et nous ne l'avons pas fait lors de la deuxième guerre du Golfe aux conséquences catastrophiques avec l'éruption du terrorisme de masse. Les suivre de manière inconditionnelle, c'est donner raison à Zbigniew Brzezinski, l'ancien Conseiller à la sécurité nationale du président démocrate Jimmy Carter et notons-le, l'artisan, en 1979, de l'Opération Cyclone de soutien américain aux moudjahidins afghans avec les conséquences que cela a pu avoir par la suite. Ce dernier écrivait dans son livre *Le grand échiquier : l'Amérique et le reste du monde*, paru en 1997 :

« *Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires... La France reste un partenaire indispensable pour arrimer définitivement l'Allemagne à l'Europe,.. elle n'est pas assez forte ni pour faire obstacle aux objectifs géostratégiques fondamentaux de l'Amérique... ni pour construire une Europe*

conforme à ses vues. De ce fait, ses particularismes et même ses emportements peuvent être tolérés »

Ce constat cynique et explicite, avec les particularismes qu'il souligne, reconnaît d'une certaine manière « une exception française ». Il faut être clair, ne pas se soumettre docilement à leur politique internationale, commerciale, financière, qui sert leurs intérêts comme c'est normalement le cas pour chaque pays, ce n'est pas faire preuve d'anti-américanisme aveugle de notre part, mais tout simplement défendre nos intérêts propres. Si cela suscite des manifestations anti-françaises de leur part, il convient de leur rappeler que nous les avons fortement aidé à gagner leur indépendance, ce qui nous a en partie ruiné mais entraîné la Révolution et la création de la première République française. Ironie de l'Histoire, peu d'années après, ils se tournaient vers les Britanniques et nous oubliant, nous qui n'avons jamais été en guerre contre eux. Enfin, on ne peut pas oublier qu'ils nous ont sauvé. Les alliances se font et se défont au gré des circonstances et des situations quand il en va de l'économie et surtout de la sécurité. C'est ainsi que la position prise vis-à-vis de la Russie se révèle une erreur stratégique, tout particulièrement, dans la lutte contre Daech et dont les conséquences économiques sont très négatives pour les agriculteurs et pour notre industrie navale.

La sécurité

La sécurité des citoyens est le premier devoir de l'État, car sans cela il n'y a plus de cohésion sociale. Cela exige de bien définir qui est l'ennemi, comme l'avait fait Pierre Conesa en 2011 dans son livre *La fabrication de l'ennemi* et l'a fait l'année dernière Jean-Yves Le Drian dans *Qui est l'ennemi ?* mais cela implique aussi de choisir les alliances de circonstance propres à assurer la victoire et ensuite celles nécessaires pour maintenir la paix.

Aujourd'hui la sécurité est un sujet majeur pour notre société, du fait du terrorisme islamique qui sous couvert d'interprétation rigoureuse de la religion sert un projet de conquête mondiale et vise particulièrement la France du fait du rejet total de nos valeurs à la dimension universelle. L'éradication de ce cancer qu'est l'État islamique et la neutralisation de ses métastases au sein de notre pays constituent un enjeu fondamental. Cela exige une volonté et une fermeté sans faille et dans la durée. Cela exige aussi de tenir un discours cohérent, sans manier le paradoxe, les contradictions et naturellement les mensonges. Il est en effet étonnant de voir nombre de nos dirigeants proclamer qu'il ne faut pas faire d'amalgame, ce qui est digne et que l'on admet bien sûr, et dans leurs propres bouches voir les opposants majoritaires au mariage pour tous être taxés d'homophobie, quel bel amalgame ! Tout comme interpréter la laïcité qui est une des grandes valeurs de notre République par l'ouverture et la tolérance qu'elle implique, en laïcisme anticlérical ou anticatholique niant les racines chrétiennes de la France qui font néanmoins partie de notre histoire. On peut à ce propos faire remarquer que le premier à distinguer ce qui ressort du public, du temporel et ce qui appartient au domaine privé, spirituel, n'est autre que *Jésus avec son rendez à César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu*. Quand on entend Roland Ries, le maire de Strasbourg, répondant aux parents d'élèves : *qu'il a introduit la viande halal pour tout le monde dans les cantines scolaires par respect pour la diversité et supprimer le poisson le vendredi par respect pour la laïcité !* ou bien Vincent Peillon affirmer que *le catholicisme est incompatible avec la liberté, contrairement à l'islam !* devant les étudiants de l'université de Neuchâtel, on se demande si on ne rêve pas. Curieuse interprétation de la laïcité pour un membre de l'enseignement ! Il est utile de rappeler que lorsque Jules Ferry, auquel s'est référé François Hollande lors de sa prise de fonction, a promulgué les lois scolaires qui portent son nom, il visait à instruire tous les enfants, garçons et filles et à renforcer l'identité républicaine en mettant l'accent sur l'éducation morale et l'instruction civique. Dans un esprit laïc, il souhaitait que tout dogme particulier soit exclu du programme de l'enseignement dans la loi de 1882. Dans un esprit citoyen, il veillait à ce que l'égalité devant l'instruction fasse partie de l'égalité des chances, pour donner à chacun la possibilité de s'élever par le mérite. Aujourd'hui paradoxalement, cette promotion par le mérite instituée dès la Révolution est remplacée par un égalitarisme nivelant par le bas pour, soit disant, s'adapter aux enfants issus de l'immigration, ce qui est d'une certaine manière humiliant pour eux et contraire aux principes républicains dont nous avons été les promoteurs et qui s'appliquent ailleurs.

En ce qui concerne l'islam, on n'a peu entendu la remarque suivante : le judaïsme, le christianisme et l'islam, ces trois religions du Livre, monothéistes, vénèrent le même Dieu, (notons qu'à Malte les catholiques appellent leur Dieu Allah). Dans ces conditions il est

quand même paradoxal que ce même Dieu prêche l'amour du prochain par la voix de Jésus et incite à la haine et au meurtre dans une certaine interprétation littérale du Coran. Ceux qui détournent ainsi, par fanatisme, obscurantisme et ignorance, les enseignements et principes de l'Islam en instrumentalisant une haine irrationnelle ont aussi pour but de dresser les communautés les unes contre les autres pour provoquer la scission et faire éclater la démocratie. En analysant leurs méthodes, leurs écrits, leurs actes, on peut être tenté de faire un parallèle avec ceux de Hasan Ibn Al-Sabah, le Vieux de la Montagne qui, au XI^e siècle, dans son fort d'Alamut, près de la Caspienne en Irak, conditionnait ses adeptes connus sous l'appellation de la Secte des Hashashins en les fanatisant pour en faire de véritables machines de guerre. Sa stratégie visait à cibler ses actions et reposait sur le concept de « main invisible » qui consiste à introduire de manière discrète ses adeptes dans la société ou les institutions cibles (comme une cinquième colonne), pour mener à bien leurs actions meurtrières en acceptant de se sacrifier et ainsi semer la peur et la méfiance. Le Slovène Vladimir Bartol, dans son livre intitulé justement Alamut, paru en 1938, avait décrit de manière romancée l'histoire de cette Secte qui avait déclaré la guerre à ceux qui n'étaient pas en accord avec sa vision du monde. De fait, aujourd'hui, les fanatiques du djihad ont déclaré la guerre à l'Occident, à la démocratie, à la liberté d'expression, de pensée, de croyance et utilisent des armes de guerre et les moyens d'information modernes pour diffuser leur propagande. Pour eux, cette religion est un instrument politique de conquête ; notons au passage que Mahomet avait indiqué qu'il fallait conquérir Constantinople, ce qui fut réalisé en 1453, du fait en particulier des dissensions au sein de la communauté chrétienne, puis ensuite Rome pour s'imposer dans toute l'Europe. Il ne s'agit pas là d'islamophobie trop réduite à une expression de racisme, alors qu'il s'agit de se défendre avec lucidité contre une idéologie conquérante, dominatrice et intransigeante portée par une minorité musulmane refusant le principe de nos démocraties occidentales qu'une grande majorité d'autres musulmans acceptent et respectent. Il faut savoir dans quel monde on veut vivre.

Résister est un devoir de reconnaissance vis-à-vis de notre passé mais surtout une responsabilité majeure vis-à-vis des générations futures. Cela implique une volonté politique sans faille et une fermeté assumée dans la durée ; le peuple de France a su résister derrière un homme exceptionnel, Charles de Gaulle, pour se libérer du nazisme. Pour le mobiliser, lui redonner sa fierté sans arrogance ni fanatisme et défendre ses valeurs, il lui faut un chef qui fixe le cap à suivre et lui donne les moyens militaires, policiers, judiciaires et pénitentiaires pour pouvoir agir. On ne peut donc que regretter la baisse continue des budgets de défense dans l'esprit des « *dividendes de la paix* » formulés après la chute du mur de Berlin par quelques leaders politiques et intellectuels autoproclamés et starisés, essentiellement de gauche, constatons-le, et cela malgré le vote récurrent de lois de programmation jamais respectées, les budgets de défense servant de variable d'ajustement pour faire face aux dépenses que l'on ne sait pas véritablement réduire, voire que l'on augmente par ailleurs. C'est la traduction du manque de volonté maintenue dans la durée nécessaire pour réformer l'appareil d'État en profondeur afin de s'adapter au monde tel qu'il est et non tel qu'on le fait rêver, tout en notant que seul le Ministère de la défense a mené des réformes très profondes depuis plus de trente ans. Depuis des années ce manque de courage ou cette abdication devant les manifestations instrumentalisées en niant la réalité de notre situation, et, donc en cédant à la pression de certains syndicats bien que le taux de syndicalisation soit très faible, rend la tâche à venir encore plus difficile et néanmoins urgente.

Le manque de moyens est aussi flagrant chez les policiers, le monde judiciaire et pénitentiaire. Quand on affirme qu'on veut faire disparaître cette barbarie médiévale, on ne peut pas proclamer qu'on est en guerre bien que formellement il n'y a pas eu de déclaration officielle de guerre et ne pas prendre en même temps toutes les mesures appropriées en matière de coordination effective de tous les services de renseignement, de contre-guerre cybernétique et de moyens intérieurs comme extérieurs. Il ne faut pas se tromper d'ennemi, savoir dans le présent adapter sa diplomatie et ses alliances, car l'éradication de Daech sur le terrain en Syrie, en Irak, en Lybie, etc. ne peut se faire que dans le cadre d'une large coalition. Il est utile de rappeler ce qu'écrivait André Comte-Sponville dans son livre, *Le capitalisme est-il moral ?* :

« La morale et la politique sont deux choses différentes, l'une et l'autre nécessaires, mais qu'on ne saurait confondre sans compromettre ce qu'elles ont chacune d'essentiel. Nous avons besoin des deux, et de la différence entre les deux ! Nous avons besoin d'une

morale qui ne se réduise pas à une politique, mais nous avons besoin d'une politique qui ne se réduise pas à une morale. »

Sur le plan intérieur, l'affaire Dreyfus avait fait naître la catégorie des « *intellectuels* » avec en tout premier lieu Émile Zola qui en défendant le capitaine injustement accusé, dégradé et incarcéré ont contribué à sauver l'honneur de la France dans cette triste affaire. Au fil du temps, la droite ayant renié ses intellectuels brillants du XIX^e siècle comme Jean-Baptiste Say ou Frédéric Bastiat, très connus à l'étranger, se sont retrouvés sous ce vocable des idéologues de gauche, sûrs de détenir la vérité exprimant leur vision dogmatique souvent très loin des réalités. Leurs propos, prises de parole, relayés par des médias en grande partie acquis à leur discours ont fini par imposer une censure de la pensée et le « *politiquement correct* » qui ne tolère pas la controverse. Ils se déclarent « *bien-pensants* » et utilisent un langage abscons et creux qui fait penser à « la Machine à faire des discours » qui circulait il y a une quarantaine d'années. Elle était composée par un tableau de parties de phrases réparties dans des cases suivant dix lignes et sept colonnes. La combinaison des cases en en prenant une dans chaque colonne, permettait de générer dix millions de phrases enchaînant *des lieux communs et des notions vagues avec une précision digne d'admiration et évitant de s'engager sur des points précis*. À titre indicatif le jargon prôné et imposé par les « *pédagogues* » promoteurs des réformes de l'Éducation nationale peut fournir un exemple de ridicule qui ferait sourire Molière et qui leur octroie la palme d'or en remplaçant tout simplement *La Natation* par *activité qui consiste à se déplacer dans un milieu aquatique profond standardisé*. Il s'agit là vraiment de *l'art de noyer le poisson* et d'éviter de traiter les problèmes de fond. On ne peut s'empêcher de penser à la novlangue de Big Brother ou à : « comment une dystopie devient une réalité ». Pour percer il faut s'imbiber de ce langage et de l'autocensure qu'il impose en évitant le sujet qui fâche, ne jamais répondre aux questions ou par une autre question, et, beau parleur, se faire adouber par les médias, ce qui fera dire à Pierre Bourdieu dans son essai *Sur la télévision* que en *acceptant de participer sans s'inquiéter de savoir si l'on pourra dire quelque chose, on trahit très clairement qu'on n'est pas là pour dire quelque chose, mais pour de tout autres raisons, notamment pour se faire voir et être vu*.

De tous temps les dirigeants ont réécrit l'histoire, manipulé l'information au travers du discours "*politiquement correct*", cette façon d'imposer une vision par des élites et intellectuels autoproclamés (*intellectuels de gauche, si bien que cela est devenu un pléonasmе, les autres étant par définition des abrutis ; seuls les premiers savent ce qui est bien, les autres ne pensent bien sûr qu'à mal, c'est ce que le matraquage idéologique inculque si souvent dès le lycée au mépris de la dialectique et de la raison, ce qui est un paradoxe au Pays des Lumières*). Cette manière d'imposer la norme de la pensée, sans débat, s'inspire davantage des pratiques des Démocraties populaires que les mêmes élites ont volontairement idéalisées. À commencer par leur maître à tous, à savoir Jean-Paul Sartre qui a délibérément exécuté médiatiquement Albert Camus plus lucide et plus honnête intellectuellement, ces mêmes élites ne se sont pas beaucoup élevées contre ce qui pourtant était affiché, à savoir que ces soi-disant démocraties étaient des dictatures du prolétariat fondées sur la haine, l'envie, la délation, la combine et le népotisme ou le clientélisme. Ces gourous « *bien-pensants* », pour certains sans le savoir et pour d'autres de manière cynique, inspirent aux politiciens qui les écoutent un des grands principes de Lénine : « *Dites-leur ce qu'ils veulent entendre* » pour conquérir le pouvoir et sans le dire faites ce que vous souhaitez pour le garder. Cette attitude confine au mensonge et à l'enfermement dans les dogmes. Il est étonnant pour ne pas dire exceptionnel de constater que certains de nos grands lieux de savoir ont produit des intellectuels marxistes louant, soutenant, par idéologie des régimes communistes épouvantables en fermant sciemment les yeux sur leurs méfaits parce que, par définition une dictature de gauche à peine camouflée sous l'appellation de démocratie populaire apporte le bien au contraire des dictatures de droite, alors qu'une dictature, quelle que soit, reste une dictature avec toutes les atrocités que cela autorise. Citons comme exemples Georges Boudarel, déserteur qui avait rejoint le Viêt Minh et exerçait la fonction de commissaire politique dans un camp de rééducation de prisonniers français ; accusé de tortures, il sera admnistié en 1966; Alain Badiou qui osait dire que *la démocratie n'est rien d'autre qu'un outil de propagande du capitalisme*, qui est fier de l'héritage de Mao et du terrorisme révolutionnaire, et qui soutient le pire des dictateurs, Pol Pot, ancien membre du parti communiste français, et responsable de l'exécution de plus de 20% de la population du Cambodge. On peut dire que grâce à ce creuset des intellectuels

« engagés », notre meilleur produit d'exportation c'est la révolution ; il s'agit d'une autre exception française.

Dans ces conditions il ne faut pas s'étonner si le citoyen moyen estime qu'on se moque de lui, s'il perd confiance, d'autant plus que jugeant a posteriori, avec bon sens, l'effet de leurs discours (pensons à l'incitation à intervenir au nom des droits de l'homme dans des pays ou régions qui ont conduits au chaos et au renforcement des mouvements islamistes radicaux), ils peuvent se demander si ces **bien-pensants** ne deviennent pas, inconsciemment ou pas, des « **mal-faisants** ». La politique extérieure est un art difficile qui ne s'improvise pas, qui tout en s'inscrivant dans le long terme s'adapte aux nécessités du moment en fonction des finalités et des buts poursuivis et en se nourrissant d'une connaissance historique, géographique, politique et économique approfondie. Cette connaissance nourrit l'action qui est définie et incarnée par un chef solide, déterminé, ferme et à l'autorité reconnue. Ces qualités sont essentielles pour, en particulier, crédibiliser la dissuasion nucléaire. En posséder les moyens de manière indépendante nous vaut d'être membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, y renoncer de manière unilatérale nous déclasserait sur le plan international et on ne peut s'interdire de penser que les attaques sur le nucléaire en général, de la part de certains, n'ont d'autre but caché que celui-là.

Le social

La France a progressivement mis en place, par les décisions de gouvernements très divers, un certain nombre de mesures sociales dont on ne peut nier que jusqu'à présent elles ont contribué à ce que l'on appelle le « *bien vivre en France* ». Cette exception a un coût trop méconnu ou plutôt ignoré, qui n'a fait que s'accroître au point de justement mettre en cause ce modèle social et donc ce bien vivre. On souhaite la gratuité de l'enseignement, des soins, on ne paie pas le prix réel des transports, de la cantine, on subventionne la culture ; sur le fond c'est très bien mais cela suppose d'une part d'avoir les ressources nécessaires pour financer ces prestations et d'autre part que chaque bénéficiaire se comporte correctement et ne triche pas ou n'abuse pas. Aujourd'hui, malheureusement ce modèle français est très fragilisé car il a contribué à creuser un déficit abyssal. La génération adulte actuelle tire un chèque en blanc sur les générations futures. Du point de vue économique et éthique, c'est inacceptable et s'apparente à une forme d'égoïsme. Avec cette dette, l'augmentation des taux d'intérêts fait peser un risque encore plus grand sur notre économie et donc notre situation individuelle. Il est urgent que chacun prenne conscience véritablement de cette situation trop occultée ou niée par certains dans le débat actuel. Les réformes s'imposent, elles doivent être menées dans la durée avec un souci d'efficacité et d'équité. Souvenons-nous du rapport Pébereau de 2005 qui est resté lettre morte (comme beaucoup d'autres rapports d'ailleurs). À l'époque, la dette était de 1000 Mds€, moins de la moitié de la dette actuelle.

Le système de santé français est un des plus généreux sur terre et c'est un bien pour chacun individuellement ; mais il coûte de plus en plus cher du fait de la démographie avec une proportion de personnes âgées de plus en plus importante, du fait du progrès de la médecine et des moyens techniques qui permettent ce progrès mais qui sont très onéreux, de la surconsommation de médicaments et d'examen médicaux, des arrêts de travail donnés parfois trop facilement aux salariés (la comparaison avec les commerçants, artisans et professions libérales est édifiante sur ce point), et enfin pour une part jusqu'alors réduite, des soins gratuits aux ressortissants étrangers dont le nombre augmente du fait de l'immigration. Mathématiquement on ne pourra plus avoir les mêmes prestations, contrairement à ce que certains peuvent promettre. L'évolution et l'aménagement du système sont nécessaires et pourtant une grande partie de nos concitoyens veulent toujours croire aux promesses populistes, démagogiques ; on leur a tellement vanté la gratuité qu'ils n'intègrent pas le fait que c'est globalement faux. C'est gratuit pour celui qui profite du service mais c'est payé par les impôts et les cotisations à la sécurité sociale et aux mutuelles. Cette remarque ne s'applique pas qu'au système de santé. D'une manière générale pour être socialement généreux il faut d'abord créer des richesses et donc au delà de tout dogmatisme créer les conditions favorables pour cela.

L'économie

La compétition internationale dépasse celle entre les entreprises, elle s'exerce entre les États, c'est ce que remarquait Philippe Delmas en 1991 dans son livre *le Maître des Horloges* en soulignant que : « *Ce n'est pas une économie qui est compétitive, c'est une nation* ». Si c'est à l'État de créer les conditions favorisant l'initiative, le développement

économique et le dialogue sur le plan intérieur, c'est aussi à lui de veiller à la réciprocité entre les nations qui chacune défendent leurs propres intérêts. Il doit se recentrer sur ses fonctions les plus nobles, les fonctions régaliennes.

Quelques constats à propos desquels on s'interroge

Pour un « citoyen normal », il y a en France des usages qui lui paraissent surprenants ou tout simplement anormaux, et ressortent plutôt, bien souvent, du clientélisme. Citons-en quelques-uns :

- Les subventions accordées aux syndicats beaucoup plus présents dans le monde public que dans le monde privé, tout en restant véritablement très peu représentatifs du fait du faible taux de syndicalisation en général, cela ne les empêche pas de bloquer fréquemment la société française avec les conséquences économiques qui en découlent, pour obtenir de nouveaux avantages ou s'opposer aux évolutions indispensables.
- Les subventions accordées à des journaux comme l'Humanité ou d'autres, à beaucoup trop d'associations diverses et variées par idéologie ou clientélisme.
- La disparité des régimes de retraite, les avantages catégoriels consentis au fil du temps qui contredisent le principe d'égalité. La multiplicité des statuts de la fonction publique avec les inégalités qu'elle crée.
- La binarisation de la société qui ne date pas du « numérique » et que l'on retrouve dans la partition entre Gauche et Droite, entre le Bien et le Mal, avec tout le vocabulaire qui l'accompagne, On la retrouve aussi dans les interviews, les sondages où les questions n'attendent comme réponse que oui ou non, bon ou mauvais, propre ou sale, zéro ou un. La vie n'est fort heureusement pas réduite à cela, le monde, la société non plus ; ils sont plein de nuances. Ces nuances doivent nourrir le jugement que l'on porte sur telle orientation, telle décision, telle organisation et il est regrettable que la discipline de parti amène à voter contre le jugement que l'on a pu porter.
- L'empilement des structures. Combien de strates en partant de la Commune pour aboutir à l'État central puis aux instances européennes ? Cela a permis de créer nombre de postes de fonctionnaires ou agents publics avec soulignons-le des avantages exorbitants pour ceux qui sont nommés dans les structures internationales. *Semez des fonctionnaires, vous récolterez des impôts* disait Georges Clemenceau !
- La multiplication des ministères et secrétariats d'État qui semble servir à récompenser les amis et soutiens du pouvoir, avec de plus, en France, les changements d'appellations et de périmètres qui conduisent à gaspiller tous les documents pré-imprimés des ministères précédents. Compte tenu de la taille des cabinets ministériels cela permet aussi d'y accueillir un bon nombre de jeunes conseillers choisis parmi les « corps d'élite » issus de l'ENA ou de Polytechnique, pour qui c'est un tremplin vers des postes de bon niveau dans l'industrie, la politique ou l'administration. Ce qui est paradoxal c'est que ce système « élitiste » est en contradiction avec la politique de nivellement par le bas pratiquée depuis des années par l'éducation nationale qui confond égalité des chances et égalitarisme.
- La surreprésentation des agents des services publics civils dans le monde des élus qui tient en particulier au fait qu'ils ne sont pas obligés de démissionner de leur corps, sauf pour les militaires. À ceux qui se font mettre en détachement, cela leur permet de continuer à avancer dans leur statut avec les avantages qui en résultent pour la retraite. C'est là encore une exception française. Le système ensuite s'auto-protège et cherche à exclure ce qui n'en font pas partie et qui risqueraient de changer tout cela.

À cette liste on peut ajouter les constats critiques suivants que font beaucoup de citoyens peu écoutés et qui s'indignent:

- Du creusement de l'écart entre les plus hauts revenus et les plus faibles et la distribution de bonus exorbitants dans le monde financier qui a eu une bonne part de responsabilité dans la crise financière (il est particulièrement choquant que les dix premiers gestionnaires ou propriétaires de *hedge funds* aient gagné chacun plus d'un milliard d'euros l'année dernière).
- De l'évasion fiscale qui est tricherie et des niches fiscales qui sont octroyées par le pouvoir, dont la conséquence est de faire porter par les contribuables qui ne

trichent pas ou qui ne bénéficient pas de ces niches, une pression fiscale accrue et donc injuste.

- De la multiplication des grandes surfaces au détriment des petits commerces avec pour conséquence, dans les communes moyennes, la désertification des centres villes qui peut poser des problèmes de sécurité, et qui est aussi responsable de la disparition de nombreuses entreprises dans l'agro-alimentaire et de la paupérisation de bon nombre d'exploitations agricoles.
- De l'insuffisance de contrôle dans l'utilisation de produits toxiques dans la chaîne alimentaire, responsables de la forte croissance des cancers et du diabète avec, outre les drames humains, l'augmentation du déficit de la sécurité sociale.
- Du développement du communautarisme qui vous fait passer pour un raciste lorsque vous le critiquez, mais qui va à l'encontre de l'intégration dans notre République laïque.
- De la réécriture de l'histoire qui se limite pratiquement aux 75 dernières années pour soutenir la doctrine concoctée par notre « élite intellectuelle ».
- De la repentance unilatérale, impliquant la culpabilisation du peuple français en miroir de la victimisation de l'autre peuple à qui s'adresse cette repentance. Aucun peuple, aucune nation n'a une histoire sans taches, mais leur histoire ne se résume pas à cela. Une analyse honnête doit faire la part des choses. C'est en particulier le cas de la colonisation. Il est normal qu'un peuple aspire à son indépendance et si on avait pu l'accorder sans conflit, le regard sur la colonisation ne serait pas le même. La France et l'Allemagne ont su, quelques années seulement, après la désastreuse Seconde Guerre mondiale se réconcilier en regardant vers l'avenir, alors de combien d'années faut-il revenir en arrière pour exprimer sa repentance, soixante ans ? deux siècles ? treize siècles ? vingt siècles ? À ce jeu tous les pays, tous les peuples peuvent se passer le « mistigri » et il n'y a aucun espoir de réconciliation alors que les enjeux démographiques et environnementaux sont capitaux pour l'humanité. Enfin la culpabilisation unilatérale est une faute capitale car elle conduit au désamour de son pays en l'abaissant ce qui le fragilise. Albert Camus disait : « *Il est bon qu'une nation soit assez forte de tradition et d'honneur pour trouver le courage de dénoncer ses propres erreurs. Mais elle ne doit pas oublier les raisons qu'elle peut avoir de s'estimer elle-même. Il est dangereux, en tout cas, de lui demander de s'avouer seule coupable et de la vouer à une pénitence perpétuelle...* ». Cela conduit à la remarque suivante d'immigrés récents : « *Comment voulez-vous qu'on aime et respecte la France, puisque vous ne l'aimez pas ?* »
- D'une télévision souvent banale, si ce n'est vulgaire et pourvoyeuse d'une acculturation générale bien que financée en bonne partie par les contribuables avec une augmentation de la redevance sans amélioration des programmes en contrepartie.
- De l'échec de notre système scolaire qui confond égalité d'accès au savoir et égalitarisme lequel nivèle vers le bas. La situation est alarmante (voir les articles sur le faible niveau des étudiants en orthographe, la désaffection vis-à-vis des mathématiques...) et mérite d'être corrigée en redonnant le goût de l'effort, de la rigueur, du respect pour donner à chaque enfant les moyens indispensables pour qu'à l'âge adulte il puisse soutenir la compétition avec les adultes des autres pays (pensons en particulier aux pays émergents) qui, eux, investissent avec persévérance dans leur jeunesse en demandant en retour effort, rigueur et respect. La succession trop nombreuse des réformes comme si chaque ministre voulait y mettre son nom, n'a en rien corrigé la dérive du système éducatif. Sa correction ne se limite pas à une augmentation du budget et des effectifs, encore faut-il un projet qui transmet les connaissances de base, qui incite à l'effort, qui reconnaît les résultats et les mérites, qui fournit à chacun les moyens de construire son jugement sans dogmatisme et qui l'ouvre vers son avenir. Les hussards noirs de la République doivent se retourner dans leur tombe quand ils voient ce qui reste du système qu'ils ont servis pour consolider l'idée républicaine. À la décharge des enseignants qui subissent ces réformes successives et dont une grande majorité exerce son métier avec dévouement, celui-ci devient beaucoup plus difficile avec l'irruption de la violence verbale et même physique dans l'école. On retrouve là une conséquence du slogan de mai 68 *il est interdit d'interdire* qui a détruit toute

autorité et particulièrement à l'école. Dans le temps on commençait la classe avec une citation morale ; aujourd'hui comme les intégristes du laïcisme intolérant y voient un relent de chrétienté, ils ne veulent plus en entendre parler. Donnons-leur alors une autre référence en faisant commenter l'excellent ouvrage d'André Comte-Sponville, philosophe athée, *Le petit traité des grandes vertus* qui commence par la politesse et se termine par l'amour !

- De la fragilisation de la cellule familiale qui est pourtant, dans pratiquement toutes les civilisations, la cellule de base de la société, mais qui est visée parce que perçue comme une notion catholique réactionnaire par les laïcistes intolérants. La théorie du genre, élocubration de la philosophe américaine Judith Butler vient, désormais, en appui de cette initiative. Cette théorie veut substituer aux différences de sexe biologiques le concept de genre qui veut que chacun soit libre de choisir et de changer de genre indépendamment de la nature. Dans la suite logique on ira jusqu'à faire disparaître du vocabulaire un certain nombre de mots à caractère sexué trop marqué : père, mère, école maternelle, etc. dans un processus de généralisation de la novlangue dont le « *véritable but est de restreindre les limites de la pensée... Chaque année de moins en moins de mots, et le champ de la conscience de plus en plus restreint* », écrivait George Orwell dans 1984.
- De la différence de traitement entre le petit peuple largement intégré depuis longtemps, surtout celui qui a un petit emploi, et celui issu d'une immigration insuffisamment contrôlée, pas assez limitée du fait de l'état de nos finances, du manque d'emplois, du taux de chômage (il est intéressant de rappeler ce que disait Georges Marchais dans *L'Humanité* du 6 janvier 1981 : *il faut arrêter l'immigration*). Pour bon nombre de ceux qui ne s'intègrent pas, on connaît et vit toutes les conséquences que cela a déjà. Vivant dans des conditions lamentables, ils survivent malheureusement souvent en pratiquant la délinquance ou ils basculent dans l'intégrisme religieux.

Tout cela, et la liste n'est pas close, explique en grande partie la désaffection du peuple vis-à-vis de sa classe dirigeante et la montée de l'indignation car ces sujets intéressent tout le monde et sont d'une importance bien plus capitale pour notre société que le débat navrant, lamentable de la campagne présidentielle, instrumentalisé pour descendre le candidat prêt à relever le défi des véritables réformes et ainsi détourner le peuple du fond des questions essentielles. Cela n'a fait qu'aggraver la fracture entre le « **peuple d'en haut** » et celui « **d'en bas** ». D'où le constat de Michel Crozier : « *Ce n'est pas la société qui est bloqué, c'est le système qui produit les élites et leur permet de se reproduire à l'identique* »

Il faut en finir avec les mensonges

Tout individu sensé est en droit de s'interroger sur les contradictions, les paradoxes, les mensonges et les erreurs qui sont trop souvent le fait des politiques et des « intellectuels ». Certes cela n'est pas propre à notre époque, car cela a été bien souvent le cas dans l'histoire de l'humanité, mais aujourd'hui la puissance des médias nous les fait peut-être mieux percevoir, tout en étant aussi les passeurs de ces déviations. La recherche du scoop, le souci de l'audimat pour des raisons économiques, mais aussi les convictions propres des intervenants peuvent dénaturer, interpréter, orienter l'information. Jusqu'à il y a quelques années, la télévision avait une sorte de monopole de l'information. Avec les images, elle était souvent tentée de dramatiser les événements, créant et exploitant l'émotion du public pour le faire réagir dans l'instant, sans le recul suffisant pour vérifier la source de l'information, l'analyser pour susciter une réaction fondée sur une analyse plus approfondie. Désormais Internet fait circuler des informations venant de toutes parts, démarche qu'on est tenté de qualifier de démocratique mais qui n'échappe pas non plus à la désinformation, à la manipulation et qui facilite l'endoctrinement de ceux qui n'ont pas l'esprit suffisamment critique pour pratiquer le doute. Bien des sujets sont abordés de manière simplificatrice, on peut dire binaire tant certains sont fascinés par le numérique.

- Il est vrai que, comme disait le machiavélique Goering, maître de la désinformation : « *Répétez un mensonge mille fois, il restera un mensonge, répétez-le un million de fois il deviendra une vérité !* », Staline n'était pas en reste. On sait quelle politique cela a servi dans les deux cas. Aujourd'hui il suffit d'affirmer une idée, une opinion, dans un média pour qu'une fois diffusée, elle fasse son chemin, les censeurs veillant à la défendre pour peu qu'elle aille dans le sens de ce qui est admis pour ne pas dire autorisé. En ce sens certains ont bien retenu la

leçon de Lénine qui n'hésitait pas à dire de manière cynique : « *dites-leur ce qu'ils veulent entendre* ». Certains mensonges sont inévitables lorsqu'il s'agit de l'intérêt supérieur et de la sécurité du pays. Mais certains mensonges sont impardonnables, paraphrasant Talleyrand s'adressant à Napoléon après l'exécution du duc d'Enghien mais à l'envers, on peut dire qu'il ne s'agit pas d'une erreur mais d'un crime.

- Amalgamer changement et progrès est encore un tour de passe-passe politique qui, consciemment, a pour but de désigner tout opposant au changement comme un conservateur arriéré, et qui permet de s'abstenir d'évoquer les conséquences de ce changement que l'on n'a pas toujours toutes envisagées. Le changement ou l'évolution sont nécessaires et utiles s'ils apportent une amélioration à la fois sur le plan économique, social et sécuritaire. Par contre le changement pour le changement n'est pas une fin en soi, et ceux qui le promeuvent sont ceux qui justement ne veulent rien changer au système dans lequel nous vivons. Il est curieux de constater qu'en France on n'aime pas les évolutions qui sont des révolutions sans en avoir l'air (R), mais qu'on préfère justement les révolutions qui après avoir créé le chaos amènent la dictature.
- Il faut en finir avec la manipulation et la dictature de la pensée unique. C'est pourquoi nous souhaitons défendre les grands principes de notre République, ses valeurs, son drapeau ; son drapeau si peu présent le 6 mai 2012 à la Bastille ! Défendre ces idées c'est passer pour un réactionnaire avec toute la connotation négative que les bien-pensants donnent à ce mot pour faire passer n'importe quoi au nom d'un soi-disant progrès, oubliant qu'un réactionnaire est quelqu'un qui réagit face à une situation qui ne lui convient pas : quelle est la différence avec le mot considéré comme noble de révolutionnaire ?
- La liberté ne peut être libertaire, individualiste et finalement conduisant à l'anarchie, tout comme l'égalité n'est pas l'égalitarisme réducteur et appauvrissant, et comme la fraternité n'est pas le collectivisme dont on a pu mesurer les effets désastreux et la perte de liberté.
- En France, on a plus le culte du diplôme que celui de l'expérience, c'est un fait. Il est alors choquant que certaines personnalités politiques s'attribuent de faux diplômes et paradoxalement d'entendre nombre d'animateurs de télévision et de vedettes du show business se vanter d'avoir été nuls à l'école. Dans les deux cas cela contribue à dévaloriser le mérite de ceux qui transmettent le savoir et de ceux qui le captent, le mémorisent, y réfléchissent et s'élèvent par leur travail.

Quel avenir pour notre démocratie ?

Pour les "Citoyens normaux" attachés aux valeurs de la République et aux grandes idées issues des Lumières qui ont inspiré les fondateurs de la Première République, « les révolutionnaires », auxquels se réfèrent ceux qui nous gouvernent, la question se pose réellement. Mais peut-on encore la poser ?

"*Le premier qui dit la vérité, il sera exécuté...*", chantait Guy Béart dans les années soixante. Dans nos sociétés policées, le pouvoir n'exécute plus physiquement pour des raisons politiques, il est plus retors car avec la domination de l'information, on exécute médiatiquement. L'affaire appelée Fillongate par certains médias pour faire un parallèle qui a abouti à la démission du Président Nixon, n'est pas ainsi nommée par hasard mais pour semer le doute, faire éclater la droite qui avait le vent en poupe. Cette manœuvre infâme qui attaque l'homme qui a la stature d'un président peu de temps avant les échéances électorales, va laisser des traces très profondes au sein de notre société et ceux qui en sont à l'origine en porteront une très lourde responsabilité. Elle rappelle les heures sombres de la délation dans notre histoire. Elle ne va pas rehausser l'image des hommes politiques dans l'opinion des citoyens. Tout citoyen serait en droit de demander d'où vient l'attaque pour que le débat ne soit pas faussé ou orienté, et surtout qu'il ne se limite pas à des accusations, et à des humiliations qui fleurissent de toutes parts d'ailleurs en ouvrant la boîte de Pandore. La question essentielle n'est pas là.

Serons-nous capables de nous réformer, de changer de comportement pour rester dans la course de la mondialisation, en réduisant la dette abyssale d'une part tout en réduisant les inégalités de toutes sortes. La situation de la France appelle à un sursaut, une vision stratégique de court, moyen et long terme. On ne peut pas, par démagogie, indéfiniment creuser le trou de la dette pour financer des mesures présentées comme sociales et qui le sont dans l'immédiat mais dont les effets pervers à moyen et long terme

s'avèrent désastreux pour les générations suivantes. La création de richesse par le travail des entreprises seule peut faciliter le financement de mesures sociales équitables. Elle implique aussi, par solidarité et en donnant l'exemple, que les dirigeants de ces entreprises intègrent cette dimension en restant raisonnables sur leurs rémunérations et que les banques jouent leur rôle d'accompagnement du développement du secteur des entreprises plutôt que de jouer sur les produits dérivés.

La démocratie est un idéal construit par chacun et qui se mérite. Être citoyen c'est adhérer à cette démocratie, c'est être méritant, c'est apporter sa contribution chacun à son niveau pour une société dynamique, entreprenante, généreuse, solidaire, cela ne peut pas se réduire à être un consommateur, un suiveur, un assisté. Un véritable homme d'État doit réhabiliter la notion de citoyen par le discours, par l'exemple, par l'action

Conclusion

Certains peuvent se poser la question : ce plaidoyer est-il utile ? Rappelons-nous alors la phrase de Goëthe : « *Une vie inutile est une mort anticipée.* », et pour aller de l'avant, celle de Michel-Ange : « *Celui qui s'habitue à suivre ne passera jamais devant.* » que Francis Picabia a repris sous la forme : « *La meilleure manière d'être suivi, c'est de courir plus vite que les autres !* »

Nous souhaitons que vive la France dans une Europe dont la richesse de sa civilisation est due à la multiplicité de ses nations, mais aussi à leur pérennité spirituelle et culturelle construite par leur histoire.

Face à la crise qui touche un très grand nombre de citoyens, les élites médiatico-politico-judiciaires n'ont pas été à la hauteur des enjeux et des attentes, si bien qu'il s'est creusé un gouffre entre eux et le peuple qui se traduit par de l'écœurement et un désamour de la politique, tendances préjudiciables à la démocratie.

Les citoyens attendent des dirigeants qu'ils soient exemplaires, que tout soit mis en œuvre pour surmonter la crise, redonner de l'espoir dans l'avenir; cela ne peut se faire sans un consensus faisant fi des dogmes, des corporatismes, dans un esprit d'union nationale et de solidarité. Pour qu'il se concrétise, se manifeste, il faut parler clair et vrai, que l'exemple et l'impulsion viennent d'en haut sans esprit partisan, en étant à l'écoute en se rappelant ce que disait Montesquieu : « *Pour faire de grandes choses, il ne faut pas être un si grand génie : il faut pas être au-dessus des hommes ; il faut être avec eux.* ». Il faut être humble et généreux. La politique ne doit pas être un métier, elle intéresse tous les citoyens. Ceux qui s'y engagent et qui sont portés par les urnes aux postes de responsabilités, ne doivent pas oublier qu'ils sont au service de leurs concitoyens ; ils ne sont pas là pour se servir ou servir une partie de leurs soutiens, ni pour faire du clientélisme électoral. En ce sens il faut rappeler ce que soulignait Antoine Pinay et qui s'adapte très bien à la situation d'aujourd'hui: « *Un candidat ne doit pas proposer une politique pour plaire aux électeurs mais pour sortir le pays de ses difficultés* » Leur mission est difficile car ils sont tiraillés entre toutes les pressions internes comme externes, mais leur mission est grande et noble, et elle sera reconnue comme telle s'ils savent exprimer un cap à suivre pour redonner espoir, fierté et confiance, et trouver le compromis qui tient compte de l'opinion majoritaire. En ce sens ils seront généreux et cette générosité n'est pas l'apanage de la gauche ni de la droite, ni en tout cas l'engagement pour la défense de l'intérêt général, ni le souci de la justice (d'une justice véritablement impartiale, équitable et indépendante), ni l'attachement aux valeurs républicaines.

La France est un beau pays, chargé d'histoire, qui a su faire rayonner ces grandes valeurs républicaines. Elle mérite de continuer à jouer un rôle dans l'Histoire et pour cela, il faut redonner espoir au peuple avec une élite exemplaire, qui n'hésite pas à réduire son train de vie et ses avantages lorsqu'elle demande un effort à tous les citoyens, qui reste à l'écoute certes mais aussi capable de guider ce peuple avec un véritable projet de société responsable et non démagogique. Ainsi sera renouvelée avec grandeur, noblesse, équité, l'exception française.